

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 13 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALTERNAE

49 route de Rouen
27140 Gisors

Références : UD95 – 2023 – 850
Code AIOT : 0006505700

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement ALTERNAE implanté à Génicourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALTERNAE
- Lieu-dit Saint Mellon C.D. n° 22 95650 Génicourt
- Code AIOT : 0006505700
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Alternae exploite sur la commune de Génicourt un silo à grains destiné au stockage et au séchage du grain. Des opérations de lavages du grain (retrait des impuretés) sont aussi réalisées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection
- Contrôle électrique et électricité statique
- Contrôle foudre
- Vieillessement des structures
- Contrôle des événements
- Contrôle des conditions d'ensilage
- Consignes d'intervention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Protection des organes mobiles de la poussière	Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Contrôle électrique	Arrêté Ministériel du	Lettre de suite préfectorale	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	et électricité statique	29/03/2004, article 9		
6	Contrôle foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	4 mois
8	Contrôle des événements	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 13.2	Lettre de suite préfectorale	4 mois
9	Contrôle des conditions d'ensilage	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 13.4	Lettre de suite préfectorale	4 mois
10	Consigne d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 12.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tableau de suivi des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Requalification périodique d'un ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Contrôle périodique d'un ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 10.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de suivi des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. ----- Non-conformité de l'inspection du 21/01/2022 : Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, l'exploitant ne dispose pas du tableau de suivi des équipements sous pression de son site conforme aux dispositions de cet article. L'inspection des installations demande à l'exploitant de formaliser ce tableau lui permettant de suivre plus facilement les contrôles à réaliser.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir déconnecté le réservoir vu lors de l'inspection de 2022 et l'avoir remplacé par un nouveau. En revanche, l'exploitant n'avait pas mis en place la liste requise au titre de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Par courriel du 9 novembre 2023, l'exploitant a ajouté dans sa liste de suivi de ses installations le suivi du réservoir en indiquant la date de la prochaine inspection périodique et la date de la prochaine requalification périodique. Ce tableau indique que l'équipement est un réservoir de 500 litres avec une pression de service de 11 bar. Ces éléments n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Requalification périodique d'un ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. ----- Non-conformité de l'inspection du 21/01/2022 Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'exploitant dispose d'un équipement sous pression qui n'a pas fait l'objet d'une requalification dans les 10 ans suivant la date de mise en service. L'exploitant doit transmettre une photo du nouvel équipement installé sur le site.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le nouveau réservoir installé en 2022. Ce nouvel équipement permet de lever la non-conformité relevée lors de l'inspection précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle périodique d'un ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, ESP
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire[...] - pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. ----- Rappel constat de l'inspection du 21/01/2022 Il convient de noter que le réservoir SIAP va être remplacé (cf. point de contrôle relatif à la requalification périodique du réservoir et non-conformité n°2 de l'inspection du 21/01/2022).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le nouveau réservoir installé en 2022. Ce nouvel équipement permet de lever la non-conformité relevée lors de l'inspection précédente.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Protection des organes mobiles de la poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2017, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection des organes mobiles de la poussière
Prescription contrôlée : Article 4 - AP 29/03/2017: Les organes mécaniques mobiles sont protégés contre la protection des poussières. Il sont convenablement lubrifiés. Les organes mobiles risquant de subir des échauffements sont périodiquement contrôlés. Ils sont disposés à l'extérieur des installations qu'ils entraînent. Article 4 – AM du 29 mars 2004 Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. [...] ----- Non-conformité de l'inspection du 21/01/2022 : Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017, l'exploitant n'a pas formalisé la fréquence de vérification des équipements mobiles et la fréquence d'injection de lubrifiant de ces équipements. L'exploitant doit formaliser par procédure les modalités d'entretien de ses équipements afin que les entretiens des machines soient réalisés même en l'absence du personnel sachant.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir mis en place ces procédures d'exploitation visant ces opérations d'entretien. Par conséquent, la non-conformité n°1 de l'inspection du 21 janvier 2022 est maintenue : Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2017, l'exploitant n'a pas formalisé la fréquence de vérification des équipements mobiles et la fréquence d'injection de lubrifiant de ces équipements. L'exploitant doit formaliser dans une procédure les modalités d'entretien de ses équipements afin que les entretiens des machines soient réalisés même en l'absence du personnel expérimenté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Contrôle électrique et électricité statique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle électrique et elec statique
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle électrique. Le contrôle a été réalisé par DEKRA le 4 octobre 2023 et le rapport est daté du 7 octobre 2023. Ce rapport fait état de 3 non-conformités. La conclusion de l'attestation est que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Concernant les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'attestation répondant à l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. L'exploitant présentera un tel avis. L'exploitant peut interroger la société DEKRA en charge du contrôle électrique pour savoir si son contrôle électrique répond à cette prescription.
Observations : L'exploitant mettra en œuvre les mesures correctives pour lever les non-conformités constatées par le bureau d'études.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Contrôle foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre daté du 22 avril 2022 réalisé par DEKRA. Le bureau d'études conclut que l'installation est conforme. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de rapport relatif à un contrôle visuel réalisé sur 2023. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un rapport de vérification visuelle de ses installations de protection contre la foudre. L'exploitant devra transmettre un tel rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Vieillissement des structures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 10.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillissement des structures
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de contrôle de ses installations. Le contrôle a été réalisé le 22 juin 2023 selon une procédure de contrôle réalisée en janvier 2020. Le contrôle conclut au bon état des structures. L'exploitant a précisé qu'une partie des robes des silos a été rénovée sur 2019 et 2020 (vu en inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle des événements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 13.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des événements et dispositifs de découplage
Prescription contrôlée : Les dispositions de protection citées au présent article (dispositifs de découplage et événements) sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. L'exploitant assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...] Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les surfaces éventables de convoyeurs constitués par leur capot. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer sur les silos quels éléments constituent les événements. L'exploitant a mentionné seulement les trappes de vidanges. L'inspection rappelle que l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009 prévoit que les cellules du petit silo ont des événements d'une surface de 12 m ² et le silo Law a des événements pour une surface de 97 m ² . Non-conformité n°4 : Contrairement à l'article 13.2 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un suivi du maintien dans le temps des événements des silos et des équipements pouvant présenter un risque d'explosion. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une procédure visant à contrôler périodiquement la présence et la bonne fixation des dispositifs éventables et des dispositifs de découplage. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les dispositifs de découplage n'ont pas été contrôlés lors de l'inspection, mais comme les événements ils doivent faire l'objet de contrôle visant à s'assurer du maintien de leur performance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Contrôle des conditions d'ensilage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 13.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des conditions d'ensilage
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, etc.) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. L'exploitant définit, pour chaque produit qu'il stocke sur son site, les paramètres correspondant aux conditions « normales » afin de prévenir le risque d'auto-échauffement ou de combustion. Ces paramètres font partie de l'ensemble des points contrôlés par l'exploitant dans le cadre de l'exploitation de son silo et notamment dans le cadre de l'article 4 de l'arrêté ministériel « silos » du 29 mars 2004. L'exploitant intègre ces dispositions dans les consignes de sécurité et procédures d'exploitation du site. La température des produits susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de sondes thermométriques. L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il fait à la réception de chaque chargement un prélèvement des grains et le passe dans un humidimètre afin de vérifier la teneur en humidité. L'humidimètre a été présenté lors de l'inspection. L'exploitant a précisé qu'en fonction de la teneur en humidité, il choisit la zone de stockage. En cas de teneur importante en humidité, il stocke le grain pour l'envoyer en séchage. En revanche, l'exploitant n'a pas formalisé cette pratique dans une procédure.

Non-conformité n°5 : Contrairement à l'article 13.4 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009, l'exploitant n'a pas formalisé de procédure de conditions d'ensilage. L'exploitant devra rédiger une telle procédure. L'inspection demande à l'exploitant d'envisager la situation où le séchoir du site est en panne et que le grain ne peut alors être séché rapidement.

Concernant le suivi des températures dans le silo, l'exploitant a présenté sa procédure d'auto-échauffement indiquant les actions à mettre en œuvre en cas de dépassement de la température de 35 °C et de 50 °C. La température est suivie dans les différents silos par plusieurs capteurs de températures. L'exploitant a mis en place sur son poste de contrôle de température deux niveaux de surveillance : un seuil de vigilance (orange) et un seuil d'alerte (rouge). La procédure d'auto-échauffement prévoit aussi la réalisation de rondes.

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'un détecteur dépassait le niveau d'alerte (indiqué à 30°C). Toutefois, le chef d'exploitation a indiqué qu'en période d'entrée de grain de maïs et en période de séchage, cette température n'est pas choquante. L'exploitant a également indiqué que le relevé de température est régulièrement imprimé et consigné.

Observations :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de revoir ses seuils d'alerte. Les opérateurs ne doivent pas être habitués à voir des dépassements de niveaux d'alerte. Si une température de 30 °C est acceptable, alors le seuil d'alerte doit être relevé à une température qui doit appeler une action et une surveillance accrue de la part des opérateurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2009, article 12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne d'intervention
<p>Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel et affichées. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : -des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître -les mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29/03/04 modifié -les moyens de lutte contre l'incendie - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours - les stratégies d'intervention en cas de sinistre - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement <p>Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.</p> <p>L'exploitant réalise tous les deux ans un exercice d'incendie de silo, afin de vérifier l'efficacité des dispositions contenues dans les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>L'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours sont informés préalablement de la date de cet exercice. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier l'efficacité des dispositions organisationnelles, des moyens de lutte contre l'incendie, et le cas échéant, des moyens mis en place pour inerte les cellules.</p> <p>A l'issue de chaque exercice, un compte-rendu et un bilan des actions correctives sont rédigés, consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les procédures existantes en lien avec un événement accidentel qui sont affichées dans la salle de contrôle du site comprenant notamment le plan du site avec les zones d'effets d'explosion des silos, les procédures en cas d'accident sur le séchoir.</p> <p>En revanche, ces procédures ne contiennent pas toutes les informations listées à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009. Par ailleurs, aucun exercice incendie n'a été réalisé par l'exploitant. En inspection, l'exploitant a indiqué qu'il préparera un document comparable à un POI pour son établissement.</p> <p>Non-conformité n°6 : Contrairement à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009, l'exploitant ne dispose des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence complètes. L'exploitant devra compléter ses procédures d'intervention et en faire un document accessible aux secours, mis à disposition dans un bâtiment suffisamment éloigné des zones de stockage.</p> <p>Non-conformité n°7 : Contrairement à l'article 12.2 de l'arrêté préfectoral du 21 avril 2009, l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois